



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 45 (2022)

Faits saillants

- ❖ Malaisie / Philippines / Indonésie : croissance de 14,2%, 7,6% et 5,7% respectivement au T3 en g.a.
- ❖ Philippines : 7,7% d'inflation en octobre en g.a., au plus haut depuis 2008
- ❖ Cambodge : nouvelle centrale à charbon en service

Région

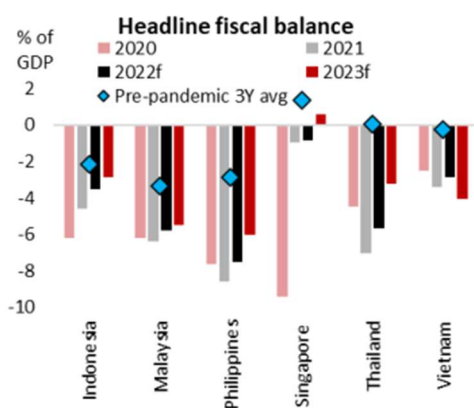
DBS : retour à une discipline budgétaire

Après deux années marquées par des dépenses exceptionnelles liées à la pandémie, la banque singapourienne DBS observe cette année une tendance à la consolidation budgétaire dans l'ensemble des pays de l'ASEAN-6 (IDN, PHL, MYS, SGP, THA, VNM). La banque prévoit cependant une baisse des recettes l'année prochaine, cette année ayant été caractérisée par des gains exceptionnels liés aux cours élevés des matières premières dans certains pays ainsi qu'un rebond de la demande privée suite à la réouverture des économies. Selon DBS, Singapour et l'Indonésie pourraient revenir à leur situation budgétaire pré-Covid en 2023, tandis que les autres pays - sauf le Vietnam, du fait de la mise en œuvre d'un plan de relance - devraient continuer à réduire leurs déficits, mais à un rythme plus modéré.

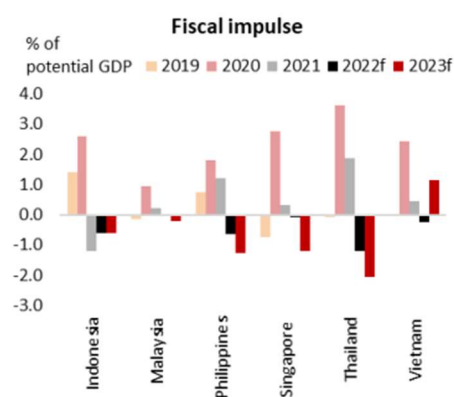
❖ LE CHIFFRE À RETENIR

5,4 Mt

Riz exporté par la Thaïlande depuis le début de l'année, qui devient le 2^{ème} exportateur mondial après l'Inde



Source: CEIC, National sources, DBS



Source: CEIC, National sources, IMF, DBS

Thématiques du 40^{ème} et 41^{ème} sommets de l'ASEAN

Les 40^{ème} et 41^{ème} sommets de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ainsi que des organisations connexes ont débuté vendredi au Cambodge, et devraient se concentrer cette année sur les moyens de renforcement de la communauté ainsi que la reprise économique post-pandémie. L'ASEAN a déclaré ce vendredi 11 novembre avoir consenti, en principe, à l'adhésion du Timor-Oriental en tant que 11^{ème} membre à l'organisation, et annoncé la mise en place d'une feuille de route à cet effet.

Indonésie

Croissance de 5,7% au troisième trimestre

L'économie indonésienne a atteint son rythme de croissance le plus rapide depuis plus d'un an au T3, soutenue par l'augmentation des investissements et la réduction des dépenses publiques, avec une augmentation de 5,72 % en glissement annuel, selon Statistics Indonesia, en hausse par rapport au T2 (+5,44%). Sur les neuf premiers mois, la croissance est ainsi de 5,4% par rapport à la même période de 2021, soutenue par la consommation des ménages (+5,1%) et les exportations nettes (les exportations de biens et services augmentant de 19,6% sur la période, contre +17,1% pour les importations).

Maintien d'un niveau élevé de réserves de change

Les réserves de change sont restées élevées à 130,2 Md USD fin octobre 2022, en légère baisse par rapport aux 130,8 Mds USD fin septembre 2022. La diminution est due, entre autres, au paiement de la dette extérieure et la stabilisation de la roupie face à l'incertitude des marchés. Les réserves de change équivalaient à 5,8 mois d'importations, au-dessus de la norme internationale des 3 mois d'importations.

Baisse du taux de chômage

L'Enquête nationale sur la population active (Sakernas) rapporte que la population active indonésienne était de 143,72 millions de personnes en août 2022, soit une augmentation de 3,57 millions par rapport à août 2021. Sur cette population active, 135,3 millions étaient employés et 8,42 sans emploi, soit un taux de chômage, en août 2022, de 5,86%, contre 6,49% en août 2021 et 7,07% en août 2020.

Malaisie

Croissance de 14,2% au troisième trimestre

Le PIB enregistre une forte croissance de 14,2% au troisième trimestre en glissement annuel (après 8,9% au T2), mais avec un effet de rattrapage par rapport à la même période l'année précédente (contraction du PIB de 4,5% dans un contexte de crise sanitaire). La consommation privée reste le principal contributeur à la croissance du PIB, malgré une contribution moins importante qu'au T2 en raison d'une moindre hausse (+15,1% après +18,3%, en g.a.), devant les investissements qui augmentent de 13,1% (contre +5,8% au T2) et le solde du commerce extérieur, dont l'excédent s'accroît de 14,1%. La production industrielle accélère, avec un bond de l'indice de production industrielle de 12,2% au troisième trimestre (g.a.) après une hausse de 6,9% au T2. L'industrie manufacturière enregistre la plus forte hausse (+13,4%), devant les secteurs électrique (+9,0%) et pétrolier (+8,6%).

Recul des ventes de gros et de détail

Les ventes reculent au troisième trimestre (baisse de 2,1% de l'indice corrigé des variations saisonnières par rapport au trimestre précédent) pour la première fois depuis le quatrième trimestre 2021, avec des baisses de 10,9% dans le secteur automobile, 3,1% pour le commerce de gros et 3,1% dans le commerce de détail. Les ventes de gros augmentent dans les autres secteurs (produits agricoles, produits alimentaires, boissons et tabac, équipements pour la maison).

Singapour

Vote de la hausse progressive de la taxe sur les biens et services (GST)

Le Parlement a voté ce lundi 7 novembre pour l'adoption d'un projet de loi relatif à la hausse de la taxe sur les biens et services (GST). Ce projet de loi prévoit une hausse progressive de la GST : de 7 à 8% à partir du 1^{er} janvier 2023, puis de 8 à 9% à partir du 1^{er} janvier 2024. Les députés de l'opposition ont alerté sur les conséquences que pourraient avoir ces hausses, notamment sur les PME et sur la croissance économique du pays. Le Vice-Premier ministre Lawrence Wong a justifié ce projet en affirmant que, même si l'économie et le marché du travail de Singapour sont stables pour le moment, la cité-État pourrait être confrontée à une inflation élevée et à une incertitude géopolitique pendant une période prolongée. Le Vice-Premier ministre avait également annoncé au Parlement dans la journée que le gouvernement augmenterait le budget de l'Assurance Package d'1,0 Mds USD (1,4 Mds SGD) en 2023, afin de compenser les effets potentiellement négatifs de la hausse de la GST et de l'inflation sur les dépenses des ménages pendant au moins 5 ans - portant le total à près de 5,8 Mds USD.

Premier pavillon de Singapour à la COP27 illustrant son engagement vert

Singapour a tenu pour la première fois un pavillon lors de la COP 27 – la conférence des Nations unies sur le changement climatique pour l'année 2022 - qui a débuté dimanche 6 novembre en Égypte. Sur le thème « Building a Future of Green Possibilities », ce pavillon a accueilli des tables rondes et conférences internationales, offrant une plateforme de collaboration dans des domaines tels que les énergies renouvelables et la finance verte. Le directeur général de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), Ravi Menon, a exposé, lors de la journée de la Finance du pavillon, un plan d'action selon trois axes principaux : i) l'usage de financements mixtes, mobilisant des capitaux privés en faveur de la transition ; ii) des marchés du carbone pour faciliter la réduction des émissions et l'inclusion ; et iii) des données de meilleure qualité afin d'observer les progrès accomplis. La cité-État a officiellement soumis à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ses objectifs en termes de transition, à savoir limiter les émissions à 60 millions de tonnes de CO₂ d'ici 2030 et parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2050. Par ailleurs, Singapour a été classée 5^{ème} sur 30 dans le dernier classement du Sustainable Trade Index, confirmant encore son engagement en faveur de l'action climatique.

Vietnam

Amendement de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent

L'Assemblée nationale est en train d'examiner un projet d'amendement de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent datant de 2012. Lors d'une session de question-réponse avec les députés, la gouverneure de la banque centrale a expliqué que des critères qualitatifs seront appliqués pour détecter les transactions suspectes, afin d'éviter le contournement des critères quantitatifs. Le projet de loi inclut des critères additionnels pour les secteurs bancaire, financier, immobilier, de l'assurance, et durcit les réglementations appliquées aux organisations impliquées dans les crypto-monnaies. Les critères d'inclusion dans la liste noire (d'individus ou d'organisations), dont les transactions sont

particulièrement supervisées par la banque centrale, ont suscité des interrogations de la part des députés, notamment sur l'absence des fournisseurs de services virtuels et des plateformes de prêts par les pairs.

Possible crise de crédit pour le second plus grand groupe du secteur immobilier

Les actions de No Va Land Investment Group ont chuté de 26% en une semaine, après des rumeurs selon lesquelles la société réduisait ses coûts opérationnels et ses effectifs, vendait des actifs, y compris des hôtels, et retardait ses plans de construction dans une quête de liquidité pour continuer à financer ses activités et à assurer le paiement de ses obligations. L'annonce est un nouveau revers pour le secteur immobilier, qui peine à lever des capitaux suite aux vastes enquêtes liées aux émissions d'obligations frauduleuses et à l'adoption d'un nouveau décret en septembre 2022, qui impose de nouvelles exigences en termes de divulgation des informations et de qualification des investisseurs. Selon la presse, certaines sociétés immobilières iraient jusqu'à lever des capitaux auprès de particuliers avec des taux d'intérêt allant jusqu'à 12-13 % par an ou convertissent les obligations en produits immobiliers.

Manque de compétences numériques parmi les travailleurs vietnamiens

La force de travail abondante à faible coût, sur laquelle s'est basé le pays pour s'insérer dans les chaînes de valeur mondiales, ne constituera plus un avantage concurrentiel à mesure de l'usage croissant des technologies numériques dans la production mondiale de biens et services. Selon une étude de la société de recrutement Manpower, seulement 11,6% des travailleurs vietnamiens sont hautement qualifiés, soit moins qu'en Thaïlande, Philippines ou Malaisie. La Banque mondiale estime par ailleurs que l'économie pourrait perdre jusqu'à deux millions d'emplois d'ici 2045, sans l'acquisition rapide de compétences dans le numérique parmi les travailleurs vietnamiens.

Un train à 250 km/h sur la ligne Nord-Sud

Alors qu'un projet de train passagers à grande vitesse (350 km/h) traversant le Vietnam du Nord au sud était envisagé, le ministère du Plan et de l'Investissement a favorisé l'option B, consistant à édifier une ligne transportant passagers et marchandises et opérant à 250 km/h maximum. Le projet reliera Hanoi à Ho Chi Minh Ville, soit 1 508,6 km de voies ferrées, pour un montant estimé à 61,67 Mds USD. Cette option permet de réduire les coûts opérationnels et énergétiques du projet. Le consensus sur la technologie et la vitesse du train afin d'assurer l'efficacité de l'investissement n'a pas été aisé à obtenir. Les consultants (le consultant vietnamien TEDI et les consultants étrangers Padeco, Fugro, Yachio et Ernst & Young) privilégiaient initialement l'option d'un train uniquement pour passagers, circulant à une vitesse maximale de 350 km/h, cela afin d'être en mesure de concurrencer le secteur aérien en essor ; selon leur rapport de préféabilité, plus le train serait lent plus sa part de marché devrait être réduite. De son côté, le ministère du Plan et de l'Investissement privilégiait l'option d'une ligne à la fois pour les passagers et les marchandises, circulant à une vitesse de 160 à 200 km/h. Selon les consultants, l'investissement en cas d'un train à vitesse de 200 km/h aurait été de l'ordre de 46 Mds USD, soit 15 Mds USD moins cher qu'en cas d'un train à 350 km/h selon les calculs initiaux. Le ministère du Plan et de l'Investissement propose de financer ce projet par partenariat public-privé (PPP) et la vente aux enchères des terrains proches de 50 gares situées sur la ligne. Il devra être réalisé en trois phases : 2025 - 2031 (tronçon Thu Thiem – Nha Trang) ; 2031-2038 (Hanoi – Da Nang) ; et 2038 à 2041 (Da Nang – Nha Trang). Une fois mise en place, à horizon 2041, il est prévu que la ligne desserve 70 gares, transporte 163 millions de passagers et 65 millions de tonnes de marchandises par an.

Thaïlande

De nouveaux signaux témoignant de l'amélioration de la situation économique

L'économie thaïlandaise montre sur les 3 premiers trimestres de 2022 de nombreux signes d'amélioration. Sur le front des échanges extérieurs, la balance courante a renoué avec une position excédentaire à 623 M USD en septembre, pour la première fois depuis le début d'année du fait essentiellement de la hausse des recettes touristiques (1,3 M de touristes étrangers en septembre et 5,7 M sur 9 mois). Les entrées nettes de capitaux étrangers sur le marché boursier ont par ailleurs continué d'augmenter pour atteindre 154 Mds THB (4,3 Mds USD), signe que les investisseurs étrangers de portefeuille considèrent la Thaïlande comme un territoire attractif et sûr en lien avec les solides performances financières des groupes thaïlandais sur les 3 derniers trimestres. Sur le terrain des prix, la situation s'améliore, le taux d'inflation se réduisant progressivement depuis le pic atteint en août (+7,9% g.a.) pour passer juste sous la barre des 6% en octobre (+5,9 %). L'amélioration des fondamentaux économiques se reflète enfin dans l'accroissement continu de l'indice de confiance des consommateurs qui enregistre en octobre son cinquième mois consécutif de hausse (46,1 après 44,6 en septembre, 43,7 en août, 42,4 juillet et 41,6 en juin).

Forte augmentation des exportations de riz

Les exportations thaïlandaises de riz ont largement augmenté sur les 9 premiers mois de l'année, profitant d'une accélération de la demande mondiale et de la faiblesse du baht. En volume, la hausse s'élève ainsi à 40% en g.a. pour atteindre 5,4 Mt sur les trois premiers trimestres de l'année tandis que les recettes d'exportations s'accroissent de 36% à 95,2 Mds THB (2,7 Mds USD), permettant à la Thaïlande de se hisser au deuxième rang des exportateurs de riz derrière l'Inde. Sur la période, les exportations ont particulièrement augmenté vers l'Irak (+511%), les Etats-Unis (+ 29%) et la Chine (+30%). Alors que l'Inde a décidé d'arrêter depuis septembre ses exportations de riz brisé, cette situation devrait bénéficier aux exportations thaïlandaises qui pourrait atteindre entre 7 à 8 Mt en 2022 selon l'association des exportateurs de riz de Thaïlande.

Philippines

Croissance de 7,6% au troisième trimestre

Les Philippines enregistrent une croissance de 7,6% au T3 en glissement annuel, contre 7,5% au T2 selon les données de l'Autorité philippine des statistiques révisées en novembre. Cette croissance est principalement portée par les secteurs du commerce de gros et de détail et la réparation de véhicules à moteurs (+9,1% g.a.), des activités financières et d'assurance (+7,7%) et de la construction (+12,2%). La croissance de l'activité atteint +2,2% dans le secteur agricole, +5,8% pour l'industrie et +9,1% pour les services. Les dépenses de consommation finale des ménages ont augmenté de 8,0%, contre +0,8% pour les dépenses de consommation finale de l'Etat et +21,7% pour la formation brute de capital. La croissance des exportations de biens et de services atteint 13,1%, contre 17,3% pour les importations.

Inflation de 7,7% en octobre, au plus haut depuis 2008

L'inflation atteint 7,7% en octobre en glissement annuel (contre 6,9% en septembre), soit son niveau le plus élevé depuis décembre 2008 (+7,8%). Cette inflation est principalement portée par la hausse des prix des produits alimentaires (+9,8%, contre +7,7% en septembre), qui atteint 16,0% pour les légumes, tubercules, plantains et légumineuses, et 11,5% pour les viandes et produits de l'abattage. Les Philippines enregistrent par ailleurs une inflation de 10,4% sur les boissons alcoolisées et le tabac, 7,4% sur le logement, l'eau, l'électricité et les carburants, et 5,7% sur l'hôtellerie. Dans la région

métropolitaine de Manille (NCR), l'inflation atteint 7,7% en octobre (contre 6,5% en septembre), et rattrape les niveaux enregistrés dans les provinces, soit 7,6% en octobre (contre 7,0% en septembre). Au sein de la NCR, les principaux contributeurs à cette hausse des prix sont l'alimentation et les boissons non-alcoolisées (+11,4%) et la restauration et l'hôtellerie (+8,6%).

Investissement de Maynilad Water Services de 2,8 Mds USD sur 5 ans

Maynilad Water Services, la société privée de gestion de l'eau et de l'assainissement de la zone Ouest de la région métropolitaine de Manille (17 municipalités), prévoit d'investir 163 Mds PHP (environ 2,8 Mds USD) dans des projets d'infrastructures sur les 5 prochaines années. Selon le Chef de l'exploitation, Randolph T. Estrallo, 62% des financements seront alloués aux infrastructures d'approvisionnement en eau (construction de nouvelles stations de pompage et de réservoirs, remplacement de canalisations) afin de répondre à l'augmentation de la demande. Selon l'entreprise, certains ménages en périphérie de la zone couverte par le réseau de distribution n'ont pas un accès continu à l'eau courante.

Cambodge

Une nouvelle centrale à charbon de 700 MW en service

Une centrale à charbon a été mise en service cette semaine à Sihanoukville (700 MW pour 1,3 Md USD). Approuvé mi-2018, le projet est développé conjointement par l'entreprise locale Cambodia International Investment Development Group et une filiale de la société d'État chinoise China Huadian Group. Le Cambodge compte désormais 4 centrales à charbon en service (environ 1 400 MW au total), toutes situées dans la province de Sihanoukville. Deux autres projets de près de 1 000 MW sont en cours de construction dans les provinces de Banteay Meanchey (nord-ouest) et Koh Kong (sud-ouest). Malgré des impacts environnementaux très négatifs, ces centrales visent relayer les centrales hydroélectriques quand l'eau vient à manquer en saison sèche. Le gouvernement a toutefois annoncé, en novembre 2021, qu'il n'autoriserait plus de nouvelles centrales au charbon au-delà des projets déjà approuvés. Reste maintenant au Cambodge à développer plus fortement la production photovoltaïque, qui ne représente aujourd'hui que 5% de son bouquet électrique malgré un potentiel énorme.

Exportations de riz en hausse de près de 11%

Entre janvier et octobre, le Cambodge a exporté 509 244 tonnes de riz, en hausse de 10,6 % par rapport à 2021, pour une valeur de 324 M USD. La Chine et l'Union européenne demeurent les plus gros acheteurs de riz cambodgien pendant cette période. Les exportations de riz sur le marché chinois et européen ont atteint respectivement 231 871 tonnes (45% des exportations totales de riz) et 179 073 tonnes (35%). Les pays de l'ASEAN et d'autres destinations représentent 20% du total. En outre, le pays a exporté 2,4 millions de tonnes de riz non décortiqué au cours de la période vers le Vietnam, pour un montant de 583 M USD. Le Cambodge cherche activement à diversifier ses marchés d'exportation.

Soutien de la BAsD au développement de la formation

La Banque asiatique de développement (BAsD) a approuvé un nouveau prêt de 70 M USD pour le Cambodge afin de promouvoir l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) dans le pays. Ce projet contribuera à renforcer le système éducatif cambodgien pour répondre à la demande croissante d'une main-d'œuvre plus qualifiée. Montrant son engagement en la matière, le gouvernement cambodgien a annoncé la mise en œuvre du « Cadre de politique nationale pour la productivité économique du Cambodge 2022-35 » visant d'accroître la productivité et la compétitivité du pays, en mettant l'accent également sur le développement des ressources humaines qualifiées.

Laos

Inflation toujours en croissance

Fin octobre, l'indice des prix à la consommation s'élevait à 37% en g.a. contre 34% fin septembre. Cela marque donc un ralentissement de cette hausse des prix qui frappe de plein fouet le Laos. Les prix de l'alimentation et des boissons non alcooliques progressent plus vite, à 39%. Mais ce sont surtout les prix du transport qui s'accroissent de 58% sous l'influence d'une hausse spectaculaire des carburants de 95%. De fait, ces derniers sont importés et exprimés en dollar, quand le kip a perdu plus de 37% contre la monnaie américaine depuis début 2022. Face à ces hausses inexorables, qui ne devraient commencer de se modérer qu'en 2023, le gouvernement annonce sa mobilisation avec le secteur privé.

Laos-Chine, entre débouchés et dépendance

La Chine reste le principal marché d'exportation des produits laotiens. Au cours des 9 premiers mois de l'année, les exportations laotiennes vers son grand voisin chinois ont atteint près de 1,6 Md USD contre 900 M USD vers le Vietnam et 700 M USD vers la Thaïlande. Il s'agit d'exportations de produits de base (cuivre, caoutchouc, banane, manioc...). Cette tendance est accentuée par la ligne ferroviaire Laos-Chine, véritable artère alimentant la Chine en matières premières. Et on apprend qu'un nouvel accord signé en marge de la 5ème China International Import Expo de Shanghai devrait accroître ce phénomène. Mais, pendant que les exportations laotiennes augmentaient de 11,9 % vers la Chine, les exportations chinoises augmentaient près de deux fois plus vite vers le Laos. Et cette dépendance économique se double naturellement d'une dépendance politique et financière de plus en plus étroite vis-à-vis de Pékin. Ainsi, le Laos se fait désormais le thuriféraire, auprès de ses partenaires de l'ASEAN et au-delà, des bienfaits des projets chinois de la BRI.

Birmanie

Renforcement des relations avec la Russie

Un protocole d'entente visant à promouvoir les relations économiques et commerciales bilatérales a été signé entre le département des relations économiques extérieures du ministère de l'Investissement birman et un organisme russe de facilitation des échanges et des investissements « Fund-RC Investment ». Ce protocole a pour objet de promouvoir les échanges et investissements dans un vaste ensemble de secteurs, notamment le tourisme, l'agriculture, l'électricité, l'énergie, la culture et l'éducation.

Nouvelles sanctions de l'Union européenne et des Etats-Unis

Le 8 novembre, soit la date du 2ème anniversaire des élections de 2020 non reconnu par la junte militaire, l'Union européenne a publié une nouvelle liste de sanctions portant sur 19 individus (ministre, membres de la commission électorale, hauts fonctionnaires, militaires et sociétés privées du trafiquant d'armes) et 1 entité publique (State Administration Council). Au même moment, les Etats-Unis ont adopté de nouvelles sanctions contre une personnalité birmane impliquée dans le trafic d'armes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtrésor.gouv.fr ;
eva.thach@dgtrésor.gouv.fr



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*